

dant pas une raison pour « baisser les bras », mais c'est là une invitation supplémentaire pour que la démarche du traducteur soit plus que celle d'un passage d'une rive à l'autre, pour qu'il exploire sans cesse la contrée — la culture — où se produisent ces moments intenses et complexes d'échanges.

C'est la conclusion à laquelle je

suis arrivé dans mon propre essai sur la traduction. Désormais, si je veux être pleinement à la hauteur de ma tâche, il ne faut avoir une maîtrise suffisante de l'afrikaan et du zulu. Ceci ne peut se faire qu'en Afrique du Sud même : une autre Afrique du Sud ?

Jacques Alvarez-Péreyre

Le Cameroun après la mort d'Ahmadou Ahidjo

AINSI donc, Ahmadou Ahidjo, mort le 30 novembre dernier, aura été inhumé, non pas à Garoua, sa ville natale, ou à Yaoundé, la capitale du pays qu'il gouverna d'une main de fer pendant près d'un quart de siècle (1958-1982), mais à Dakar, sur la côte occidentale de l'Afrique. Nul doute qu'un nombre appréciable de ses compatriotes (y compris ceux qui ne sauraient être tenus pour ses partisans), savent gré au Sénégal de lui avoir assuré une sépulture digne, non seulement des services qu'il rendit à l'Afrique (parce qu'il en rendit), mais aussi du respect que devraient commander toute vie et toute mort d'homme. Que l'ancien chef de l'État n'ait pas eu droit — du moins pour le moment — à des funérailles d'État n'est, cependant, en rien surprenant. De tous les pays du monde moderne, le Cameroun est, en

effet, connu pour ses traditions d'ostracisme et de violence à l'encontre des morts qui, de leur vivant, ont, à un moment ou à un autre, joué un rôle dans son histoire. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'État n'est pas parvenu, jusqu'à présent, à se constituer une généalogie.

Une tradition de violence et d'ostracisme à l'encontre des morts

Jusqu'alors, cette violence avait surtout frappé les vaincus de l'histoire coloniale. Ce fut d'abord le cas de quelques illustres victimes de la période allemande (1884-1914). Il est vrai, récemment, Douala Manga Bell et Paul Martin Samba ont fait l'objet d'une fugitive réhabilitation, deux promo-

tions de l'École militaire interarmes de Yaoundé s'étant vues attribuer leurs noms. C'était l'époque où l'actuel président, Paul Biya, faisait montre de quelques velléités de réforme d'un système dont certains en sont à se demander s'il est, simplement, « réformable ». Mais le baptême en question ne signifiait nullement qu'ils étaient désormais intégrés dans une généalogie d'État.

Ce fut ensuite le cas de ceux qui périrent sous la main des Français (1919-1960). Le plus célèbre de ces « héros maudits » de la décolonisation africaine est sans doute Ruben Um Nyobè, chef historique du mouvement nationaliste au Cameroun. Exécuté en fin de matinée, le 13 septembre 1958, près du maquis de Libel-li-Ngoy (dans les environs de Bumnyébél), il fut enterré à la sauvette, après que sa dépouille eût été profanée à l'hôpital d'Eséka. Ahmadou Ahidjo était déjà au pouvoir. Sur ordre des autorités de l'époque, le corps de Um Nyobè fut enfoui dans un bloc massif de béton. Depuis lors, il repose, dans la misère et l'anonymat le plus total, au cimetière de la Mission presbytérienne d'Eséka.

L'ostracisme dont Um Nyobè fut victime de son vivant n'a pas pris fin avec sa mort. Trente ans après son exécution, ses propres écrits et quelques rares ouvrages le concernant ont encore de la peine à circuler librement dans son pays d'origine, alors qu'ils sont en vente libre partout ailleurs dans le monde. On ne dispose d'aucune image photographique de cet homme. Récemment, une livraison du journal *Le Messager* annonçant la parution de ses *Écrits sous maquis* (Paris, L'Harmattan, 1989) a fait l'objet d'un de ces barbouil-

lages que les services du ministère de l'Administration territoriale imposent régulièrement aux journaux paraissant localement. A la vérité, un tel geste n'a rien d'extraordinaire. Il participe même de ce qui est devenu une routine. En effet, le Cameroun indépendant est connu pour avoir mis en place, depuis les années soixante, une censure parmi les plus brutales du monde moderne, puisqu'elle n'épargne pas même les morts. A cet égard, elle ne semble avoir d'équivalent que celle qui sévissait, jusque récemment, dans les pays communistes d'Europe de l'Est auxquels le régime de M. Ahidjo, tout autant que celui de son successeur, ont d'ailleurs emprunté un grand nombre de leurs méthodes de « caporalisation » de la société.

Il y a d'autres victimes dont on parle moins, et dans la mort desquels Ahmadou Ahidjo fut impliqué, directement ou indirectement. C'est le cas de Félix-Roland Moumié dont le meurtre à Genève, peu après l'indépendance, fut commandité par le gouvernement camerounais et exécuté par les services secrets français. Ancien président de l'UPC (Union des populations du Cameroun), Moumié repose à Conakry, en Guinée. Nul ne sait si Osendé Afana, tué et décapité dans le maquis de l'Est-Cameroun en 1966, eut droit à une sépulture ou fut simplement jeté dans une fosse commune. Fusillé sur la place publique à Bafoussam au début de l'année 1971, Ernest Ouandié, dernier des chefs historiques de l'UPC capturé dans le maquis de l'Ouest, fut promptement jeté en terre avant que son corps n'ait eu le temps de refroidir. Abel Kingué, autre responsable de l'UPC dont on ne saurait, à proprement parler, imputer la mort à Ahmadou

Ahidjo, serait enterré quelque part en Égypte.

La disparition d'Ahmadou Ahidjo lui-même et ses « funérailles au loin » n'ont donc pas échappé à cette tradition de violence et d'ostracisme qui est une des données constitutives de la culture politique officielle au Cameroun. Certes, s'il a tué ou fait tuer par l'épée, n'a-t-il pas péri, lui-même, directement, par l'épée. Le fait qu'il soit mort à l'extérieur de son pays et qu'il ait été enterré comme il l'a été se situe néanmoins en continuité de la violence évoquée ci-dessus.

Un bilan médiocre

Pour le reste, le débat sur la place du dictateur défunt dans l'histoire du Cameroun ne fait que commencer. Pour les porteurs d'encensoir, il n'est pas de doute qu'il fut le « père de la nation » et le « père de l'indépendance ». Ces titres ne sont pas neufs, puisque, de son vivant, ils avaient été incorporés par ses thuriféraires dans le culte de la personnalité dont il était l'objet. Récemment, après sa mort, on a vu apparaître ceux de « patriarche » et de « père de l'État ». Même lorsqu'ils ont l'apparence de métaphores, ces actes verbaux prétendent, en définitive, fonder historiquement une légitimité. Or, d'un strict point de vue historique, ce n'est pas dans cette direction qu'il faut rechercher des assises à une certaine légitimité dont, à l'évidence, M. Ahmadou Ahidjo ne fut pas dépourvu. D'abord parce que penser le Cameroun en termes de « patriarchie » a quelque chose de trop simpliste et de trop caricatural pour être pris au sérieux. Ensuite, parce que,

quoique l'on dise, cette fédération de « tribus » qu'est le Cameroun n'a jamais été une « nation » du temps de M. Ahidjo. Elle l'est encore moins aujourd'hui. Par ailleurs, toute la recherche historique récente montre que le crédit de l'indépendance revient à l'Union des populations du Cameroun et non à Ahmadou Ahidjo qui s'opposa longtemps à la notion elle-même. Quant à la figure d'État de laquelle procède l'État camerounais actuel, le bon sens commande de dire que sa paternité est tout simplement coloniale.

Pour le reste, la mémoire collective — qui sait sélectionner ses oublis et qui, elle-même, est loin d'être neutre ou à l'abri des conflits d'intérêts — se souvient surtout du dictateur défunt comme d'un homme particulièrement violent, brutal et, par conséquent, fort craint. Elle n'a pas entièrement tort. Violent, brutal et fort craint, il le fut en effet tout au long de son règne. Il le fut même jusque dans sa « sortie » du pouvoir. Celle-ci — on ne l'a pas assez souligné — fut un échec. Non pas seulement parce que, comme il le reconnaissait lui-même, il se trompa dans le choix de son successeur, mais parce qu'en rigueur de faits, elle se solda — et on l'oublie trop souvent — par l'une des tentatives de putsch parmi les plus sanglantes de l'histoire récente de l'Afrique, exception faite de celle qui opposa l'ex-autocrate du Soudan, M. Nimeiri, aux communistes de son pays dans les années soixante-dix. Le fait que, plus tard, M. Ahidjo ait été condamné à mort, ait terminé ses jours en exil et ne soit pas enterré chez lui témoigne de l'échec de cette « sortie ». Voilà pourquoi sa « disparition au loin » soulage quelques mil-

lions de gens dans son pays, même s'il faut reconnaître qu'il y compte encore un nombre appréciable de partisans.

Pour être cependant juste, il faut dire qu'après sept ans au cours desquels les Camerounais sont passés d'une relative aisance économique à l'une des soudures les plus sévères depuis l'indépendance, le crédit accordé à l'action de M. Ahidjo a été ré-évalué à la hausse. Cette ré-évaluation permet de mieux lui rendre ce qui, historiquement, lui revient. Ainsi, faut-il reconnaître qu'il lui échet de gérer une indépendance qu'il n'avait pas souhaitée, mais dont il sut s'accommoder. Dans les limites de ses capacités — à vrai dire très limitées — il s'efforça de consolider, non sans un apparent succès, les rudiments de l'appareil d'État légué par la colonisation. Patiemment, il mit en place l'une des bureaucraties les plus compactes et les plus autoritaires de l'Afrique noire anciennement dominée par la France. Tout au long de son règne, il parvint à en contrôler certains des excès ou, en tout cas, leur manifestation publique. Ce fut le cas de la grande corruption dont l'ampleur fut, de loin, inférieure à ce qu'elle est aujourd'hui.

Il consacra la moitié de son règne (1958-1971) à pourchasser ses opposants et à mettre sur pied une administration entièrement vouée à des tâches de répression et de contrôle internes. Ce n'est qu'après avoir brisé les derniers bastions de la résistance armée de l'UPC (exécution de Ouandié) qu'il commença d'intégrer la donne économique à une action qui, jusqu'alors, avait été dominée par des obsessions sécuritaires et la promulgation de décrets d'exception que son successeur n'a pas jugé nécessaire d'abro-

ger. Le Cameroun est ainsi, aujourd'hui, l'un des rares États dans le monde qui, en période de paix, vit néanmoins sous une législation d'exception, certaines parties du territoire étant, au demeurant, soumises à l'état d'urgence. Mais la gestion économique des années soixante-dix n'eut jamais pour perspective d'assurer l'accumulation en tant que telle. Il s'agissait, surtout, d'utiliser les réseaux économiques contrôlés par l'État pour récompenser les « clients ». Que ce soit dans le cas de la politique agro-industrielle ou de la gestion de la rente pétrolière (un véritable désastre !), la logique d'accumulation fut, toute entière, subordonnée aux impératifs politiques. C'est ainsi qu'en termes de croissance économique, le Cameroun en vint à accuser un retard substantiel par rapport aux pays de même taille et dotés des mêmes potentialités (Côte d'Ivoire, Kenya, Zimbabwe).

La dynamique « prébendale » mise en route au cours des dix dernières années du régime de M. Ahidjo atteindra son rythme de croisière au cours des cinq premières années du régime de son successeur. L'ampleur des pratiques de prédation a, en effet, été telle que, corrélée à une baisse réelle des cours des matières premières, mais surtout à une gestion « épicière » de l'économie nationale et à une absence totale de prévision, elle a abouti à un sérieux effondrement des bases mêmes de la production. Jusqu'à présent, on voit mal comment le plan d'ajustement structurel imposé par le FMI et la Banque mondiale parviendra à remettre sur pied l'ensemble de cette base productive.

Pour revenir à M. Ahidjo, on reconnaît désormais qu'il fut suffisamment habile pour ne pas asser-

vir la conduite de la politique extérieure de son pays aux seuls impératifs de sa sécurité privée. C'est ainsi que, dans les conflits régionaux ou internationaux, il parvint à le placer hors du champ d'influence des parties en dispute. A titre d'exemple, dans le conflit israélo-arabe, il sut réaffirmer les principes, tout en évitant d'inféoder le Cameroun à l'une ou l'autre partie. Sur le plan domestique, l'appareil d'État qu'il avait consolidé se définissait fondamentalement contre la société civile. La stagnation politique et la clochardisation intellectuelle qui en résultèrent marquaient un-recul par rapport à l'héritage de créativité des années cinquante. Il réussit à brider les stratégies ethniques et à les canaliser dans les limites acceptables. Et, sauf peut-être dans le Nord-Cameroun, l'antagonisme virtuel entre les principales composantes ethniques du pays resta en-deça de la gravité qu'il manifeste aujourd'hui. De même, n'assista-t-on point, à proprement parler, à la « colonisation » des hautes sphères de l'État, de l'économie (sociétés d'État, banques...) et de la diplomatie par un seul groupe ethnique. Il sut maintenir une unité de décision au sommet de l'État, évitant ainsi de paralyser la conduite des affaires de l'État par des luttes factionnelles. Il maintint l'armée à sa place, et s'employa à éviter l'émergence de barons et de factions en son sein. Enfin, il sut imposer, aux yeux de la population, une nette distinction entre sa vie privée et ses fonctions publiques, garantissant ainsi à l'État un minimum de respectabilité et d'impersonnalité.

Sortir du modèle autoritaire postcolonial

Il y a sept ans, sa « sortie » du pouvoir ne résolut rien. Il en est de même aujourd'hui de sa mort. Dans un premier temps, son successeur désigné, Paul Biya, donna l'impression de comprendre la nature des défis auxquels le Cameroun, comme d'autres pays africains, devait faire face en cette fin de siècle. Il perçut, notamment, que le problème n'était pas la « sortie » d'un dictateur du pouvoir, mais la sortie du pays du modèle autoritaire comme condition de sa croissance économique et de son efficacité politique. De ce point de vue, il avait raison car, ce qui était en jeu dans le départ d'Ahmadou Ahidjo du pouvoir, c'est le fait que la formule autoritaire de gouvernement avec laquelle il s'était si bien identifié était désormais en crise, épuisée. Ni dans le domaine économique, ni dans le domaine politique, elle n'a plus les ressources de ses ambitions. Ailleurs dans le monde, elle a cessé de faire recette, ainsi que l'atteste l'effondrement de la « gouvernementalité » communiste avec laquelle les pouvoirs africains post-coloniaux ont plus qu'une étroite parenté. Dans ce pays qui, depuis l'époque coloniale, a toujours été gouverné à partir de postulats culturels et intellectuels en retard de plusieurs décennies sur l'évolution des mentalités, l'interprétation que M. Biya faisait de la situation ne manquait pas d'audace, ainsi qu'on peut le constater en lisant un opuscule qu'il fit publier il y a trois ans : *Pour le libéralisme communautaire* (Lausanne-Paris, Pierre-Marcel Favre, 1987).

Mais à la vérité, au moment où parut l'opuscule, son projet était

mort-né. Certes, avait-on opéré ici et là quelques ravalements de façade (introduction de la multiplicité de candidatures lors des élections au sein du parti unique même si le comité central gardait en fait la haute main sur l'ensemble du jeu...). La sanglante tentative de putsch d'avril 1984 traumatisa, à l'évidence, le Président. En tout cas, elle précipita la fin de ce qui eût pu devenir un modèle de réforme d'une société postcoloniale au tournant du siècle. Depuis lors, on s'est retranché dans les intrigues et les querelles de village. De « Gorbatchev camerounais », il n'y en a pas eu. La fuite en avant a continué, sur fond d'une des crises économiques les plus redoutables de l'histoire du pays. La dégradation du tissu social se poursuit à un rythme accéléré, sous l'effet corrosif du chômage des universitaires, de la montée de la criminalité, du banditisme dans les grandes villes, et des affres de l'ajustement structurel. Les rivalités ethniques, notamment entre les Bèti et les Bamiléké, couvent sous les cendres. Le boom du « merveilleux » se poursuit, tandis que les « élites », tout comme les gens du commun, se réfugient dans des groupes de prières, les sectes et les sociétés secrètes qui naissent à tour de bras.

Entretemps, le « renouveau » (slogan préféré et projet présumé du régime) s'est transformé en une

sorte d'autoritarisme verrouillé que le rire populaire raille à longueur de journée dans les bars et les quartiers de Douala et Yaoundé. Les jeux (le Cameroun vient de se qualifier pour la prochaine Coupe du monde de football en Italie en 1990) et les fêtes à répétition (qui sont devenues une des activités les plus systématisées du parti et du gouvernement) suffiront-ils à suppléer au manque d'imagination ? Récemment encore, à l'occasion des célébrations du septième anniversaire de l'accession de M. Biya au pouvoir, le quotidien unique officiel, *Cameroon Tribune*, continuait, dans l'un de ses « morceaux choisis » du délire politique, de promettre des « lendemains qui chantent » (*sic*) et des « symphonies » (*sic*) achevées. Faut-il mettre ce genre d'échappée sur le compte de l'insouciance, du cynisme ou de ces « tropicalités » que décrit si bien l'écrivain congolais Soni Labou Tansi ? Tragique destin, en tout cas, d'un régime inauguré dans l'euphorie, mais qui, aujourd'hui, se contente de s'abreuver, de jouir, de danser, de manger et de dormir sur ce que la plupart des observateurs s'accordent à considérer, potentiellement, comme l'un des volcans africains de la décennie qui vient, la date de l'éruption demeurant, cependant, du ressort des devins.

Achille Mbembe